



22 février 2012

LE ZÈLE DE LA COUR DES COMPTES ET DE SON PRÉSIDENT

Didier Migaud, président de la cour des comptes n'est pas un ingrat. Nommé à ce poste par Sarkozy, ce socialiste bon teint vient de publier son rapport annuel. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il prépare le terrain pour les décisions que prendra le futur président, que ce soit Sarkozy son mentor ou Hollande, son camarade de parti.

Première satisfaction qu'il tire de son rapport : il remarque que 72,5% de ses recommandations ont été suivies d'effet en 2011, en progression sur 2010. Mais il faut aller plus loin pour Migaud. Il insiste pour « sortir la France de la zone dangereuse dans laquelle est entré le pays en laissant filer la dette ». Toujours selon lui, des efforts sont encore nécessaires pour réduire le déficit public même si des dépenses en 2011 ont été « maîtrisées », des niches rabotées, l'objectif de progression des dépenses de santé respecté (il faut comprendre réduction des crédits). Pour lui ce déficit devrait redescendre sous les 5,5% du PIB (Produit Intérieur Brut) conformément aux objectifs du gouvernement (vers l'objectif de 3% de déficit exigé par l'Europe). Migaud et ses comparses estiment donc que « le plus dur reste à faire » et il souligne « la nécessité d'un ralentissement des dépenses qui n'est pas totalement acquis ». Bref Migaud, à son poste, en bon social-démocrate gère les intérêts du capital et n'hésite pas pour cela à utiliser une institution de l'appareil d'état.

Autre remarque concernant le personnage. A la question « vous qui poussez l'état à la rigueur l'appliquez-vous à votre institution ? » Il répond « Bien sûr ! Nous nous efforçons de l'être ». Plus loin il poursuit : « il serait par ailleurs contre productif de faire des économies sur le contrôle, qui est une condition de l'efficacité de la dépense publique. Moins de crédit, ce serait moins de contrôle » etc...etc...Tout commentaire affaiblirait !

Son zèle arrive même à irriter la ministre du budget V.Pécresse qui chipote sur les chiffres et leur actualité. Mais rien de bien grave, l'essentiel est préservé même si c'est le peuple qui paie l'addition et le pays qui périclité, les intérêts du capital et de leurs serviteurs sont à l'abri.

www.sitecommunistes.org